



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° 00010/AONR/MINFI/CIPM/2024 DU 03 JAN 2025 POUR LE RECRUTEMENT D'UN AUDITEUR INDEPENDANT EN VUE DE MENER UN AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MUSEE NATIONAL DE YAOUNDE (PADMUN) POUR LES EXERCICES 2023 A 2025 ET CLOTURE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre des audits conventionnels des programmes C2D, le Ministre des Finances lance pour le compte de son département ministériel un Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un auditeur indépendant en vue de mener l'audit comptable et financier du Projet d'Appui au Développement du Musée National de Yaoundé pour les exercices 2023 à 2025 et clôture, sur financement des conventions CCM 3013 01 et/ou CCM1278 01, ligne « Audits, Supervision, Consultants ».

Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00010/AAM/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 03 avril 2024, publié le 11 avril 2024 dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

2. Consistance des Prestations

L'objectif général de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la régularité, la sincérité et l'effectivité des états comptables et financiers et sur la conformité des opérations au regard des règles et procédures applicables au PADMUN pour les exercices 2023, 2024 et 2025, et clôture ce à chaque fin d'exercice.

La présente mission d'audit s'inscrit en droite ligne des exigences conventionnelles de suivi annuel des opérations financées par les concours C2D, et notamment celles figurant dans la convention n° CCM 1511 01 F (notamment article 3.2.e « Contrôle-Audit »). Cet audit sera réalisé en une tranche ferme (2023) et des tranches conditionnelles (2024 à 2025 et clôture).

Plus précisément, l'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la situation financière du PADMUN et la conformité des opérations réalisées dans le cadre du projet, au regard :

- les états financiers du Projet / Programme donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet / Programme au cours de la période couverte par l'audit ;
- les fonds alloués au Projet / Programme sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies).
- les marchés ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité
- le système de contrôle interne mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet / Programme a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;
- les marchés ont été exécutés conformément aux prescriptions techniques et selon les normes prévues.

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit.

Par ailleurs, le périmètre de l'audit comprend toutes les dépenses réalisées au niveau de la Cellule de Coordination et de Suivi du projet.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront réalisées en trois tranches distinctes ci-après :

1. Tranche ferme (exercice 2023),
2. Première tranche conditionnelle (exercice 2024) ;
3. Deuxième tranche conditionnelle (exercice 2025).

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la mission est de trente (30 000 000) francs CFA Toutes Taxes Comprises pour toutes les tranches à auditer.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de *trente (30) jours* calendaires pour chacune des tranches à auditer.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est restreinte aux Cabinets ci-après retenus à l'issue de l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00010/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 03 avril 2024, pour les prestations susvisées.

N°	CONSULTANTS	ADRESSES	TELEPHONE/FAX
1	ARC-AUDIT & CONSULTING	B.P. 6297 Yaoundé-Cameroun	(+237) 222 213 631 / 699 909 759
2	OKALLA AHANDA & ASSOCIES	B.P: 12 628 Douala	(+237) 233 42 78 78
3	MOORE STEPHENS CA	BP 3883 Douala	(+237) 233 43 25 25/699 85 05 94
4	CABINET D'ETUDES ET D'AUDIT COMPTABLE	B.P : 3223 Douala-Cameroun	233 42 16 98 / 233 42 73 30 / 243 00 17 136
5	MAZARS	B.P : 3791 Cameroun	(+237) 233 42 41 14 / (+237) 675 29 12 53
6	Groupement Global International Consulting – Exaco & AMIC – ALDDIMIR	BP :3791 Cameroun	(+237) 656 876 303 / 233 424 247

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par les fonds de concours pilotage du C2D dédiés aux audits sur les conventions CCM 3013 01 et/ou CCM1278 01.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission , acquitté à la main, timbré, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à six cent mille (600 000) FCFA ; il est à égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'Arrêté N°093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais de dossier d'appels d'offres, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de

première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du C2D (STADE-C2D) sis au Quartier Bastos à Yaoundé (Immeuble OYILI à côté de l'OMS).

Il peut également être consulté en ligne sur le site Internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue auprès des Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de francs CFA 30 000 (trente mille) payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit à l'adresse sus indiquée. Toutefois, la soumission par voie physique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais. L'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, au plus tard le 13 MAR 2025 à 13 Heures précises et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 000001 /AONR/MINFI/CIPM/2024 DU 03 JAN 2025 POUR LE RECRUTEMENT
D'UN AUDITEUR INDEPENDANT EN VUE DE MENER UN AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET
D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MUSEE NATIONAL DE YAOUNDE (PADMUN) POUR LES EXERCICES
2023 A 2025 ET CLOTURE

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le **11 MAR 2025** à 14 Heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINFI, sise à MVOG ADA, Immeuble face Collège MONTESQUIEU.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative minimale de 80 points sur 100 seront ouvertes à une date ultérieure par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après Avis de non objection de l'Agence Française de Développement (AFD) sur le rapport d'analyses des pièces administratives et offres techniques.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

[L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres].

15. Critères d'évaluation

[Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels Etant entendu qu'un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel].

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique < 80 points /100.
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la charte d'intégrité ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale.

15.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur:

- la présentation générale de l'offre : 3 points
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires : 14 points;
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : 40 points;
- Qualification et compétence des experts : 40 points;
- Solvabilité et capacités financières : 3 points;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque lot, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B :

- En cas de pré qualification des entreprises nationales par la voie de la catégorisation, elles sont dispensées de la production dans leur dossier technique, des pièces listées à l'article 13.1.b1 de l'enveloppe technique du RPAO.
- Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disant par combinaison des critères techniques et financiers.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *durée de 90 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à *Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du Contrat de Désendettement et Développement (STADE-C2D)*

Situé à *NLONGKAK face OMS au Rez de Chaussée de l'Immeuble OYILI, B P 33232 Yaoundé* E-mail : [minfi ctb stadec2d@yahoo.com](mailto:minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com)

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 60 43.

Yaoundé le, 03 JAN 2025

Le Ministre des Finances,
Maître d'ouvrage du Pilotage du C2D

Copies:

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant
- Président CIPM concerné
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono



Louis Paul MOTAZE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES FINANCES

Secrétariat Général

Commission Interne de Passation des Marchés

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

General Secretariat

Internal Tenders Board

000001 RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
03 JAN 2025
N°...../RNIT/MINF/CIPM/2024 OF..... FOR RECRUITMENT OF AN INDEPENDENT AUDITOR
TO CONDUCT AN ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE PROJECT TO SUPPORT THE DEVELOPMENT OF
THE YAOUNDE NATIONAL MUSEUM (PADMUN) DURING THE 2023 TO 2025 AND CLOSING YEARS

1. Subject of the Call for Tender

Within the framework of conventional audits of C2D programs, the Minister of Finance, Contracting Authority, is launching a Restricted National Call for Tenders for the recruitment of an independent auditor to carry out the accounting and financial audit of the C2D Project to Support the Development of the National Museum of Yaoundé for the financial years 2023 to 2025 and closure, with financing from Conventions CCM 3013 01 E and/or CCM1278 01, line "Audits, Supervision, Consultants".

This call for tenders follows the Notice of Call for Expression of Interest N°00010/AAMI/MINF/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of April 3, 2024, published on April 11, 2024 in the Journal of Markets of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP).

2. Nature of the Services

The general objective of the financial and accounting audit is to enable the expression of an independent professional opinion on the regularity, sincerity and effectiveness of the accounting and financial statements and on the conformity of operations with regard to the rules and regulations, procedures applicable to PADMUN for the financial years 2023, 2024 and 2025, and closure, this at the end of each financial year.

This audit mission is in line with the conventional requirements for annual monitoring of operations financed by C2D funds, and in particular those appearing in Agreement N°. CCM 1511 01 F (in particular article 3.2.e "Control- Audit"). This audit will be carried out in a firm tranche (2023) and conditional tranches (2024 to 2025 and closure).

More precisely, the objective of the financial and accounting audit is to enable the expression of an independent professional opinion on the financial situation of PADMUN and the conformity of the operations carried out within the framework of the project, with regard to:

- the financial statements of the Project / Program give a faithful image, in all their significant aspects, of the expenses actually incurred and the revenue actually received for the Project / Program during the period covered by the audit;
- the funds allocated to the Project / Program are, in all their significant aspects, used in accordance with the applicable contractual conditions; expenditure complies with the rules of good financial management, assessed in particular with regard to the eligibility criteria (see Appendix 1 – List of findings and anomalies).
- the contracts were awarded in accordance with the rules in force and in compliance with the principles of economy, efficiency, transparency and fairness
- the internal control system put in place and used by the Entity to manage the risks linked to the achievement of the objectives of the Project / Program was adequately designed and operated effectively during the period covered by the audit;

- the contracts were executed in accordance with the technical requirements and according to the planned standards.

The auditor will also have to make recommendations on different aspects of the audit.

Furthermore, the scope of the audit includes all expenses incurred at the level of the Project Coordination and Monitoring Unit.

3. Tranches/division into lots

The services covered by this Call for Tenders will be carried out in three distinct tranches as defined below:

1. Firm tranche (financial year 2023),
2. First conditional tranche (financial year 2024);
3. Second conditional tranche (fiscal year 2025).

The consistency of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this TF..

4. Estimated cost

The estimated cost of the mission is thirty (30,000,000) CFA francs, all taxes included, for all tranches to be audited.

5. Estimated execution time frame

The maximum deadline provided for by the Contracting Authority for the execution of the services covered by this invitation to tender is thirty (30) calendar days for each of the tranche to be audited.

This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this call to tender is restricted to the Firms below selected following the Notice of Call for Expression of Interest No. 00010/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of April 3 2024, for the above-mentioned services:

N°	CONSULTANTS	ADDRESSES	TELEPHONE/FAX
1	ARC-AUDIT & CONSULTING	P.O Box. 6297 Yaoundé-Cameroun	(+237) 222 213 631 / 699 909 759
2	OKALLA AHANDA & ASSOCIES	P.O Box : 12 628 Douala	(+237) 233 42 78 78
3	MOORE STEPHENS CA	P.O Box : 3883 Douala	(+237) 233 43 25 25/699 85 05 94
4	CABINET D'ETUDES ET D'AUDIT COMPTABLE	P.O Box : 3223 Douala-Cameroun	233 42 16 98 / 233 42 73 30 / 243 00 17 136
5	MAZARS	P. O Box : 3791 Cameroun	(+237) 233 42 41 14 / (+237) 675 29 12 53
6	Groupement Global International Consulting – Exaco & AMIC – ALDDIMIR	P.O Box :3791 Cameroun	(+237) 656 876 303 / 233 424 247

7. Financing

The services subject of this invitation to tenders shall be funded by the C2D Piloting funds dedicated to audits of the CCM 3013 01 and/or CCM1278 01 Agreements.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount of six hundred thousand (600,000) CFA francs.. It is set at 2 % of the estimated amount, all taxes inclusive, of the contract in accordance with the Order No. 093/CAB/PM of November 5, 2002 setting the amounts of the tender deposit and the tender file fees and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does

not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the services of the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of C2D (STADE-C2D) located in the Bastos District in Yaoundé (OYILI Building next to the WHO), during working hours upon publication of this notice.

The soft copy can equally be consulted at the ARMP website (www.amp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

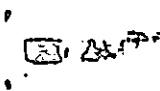
The hard copy of the file may be obtained from the Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and Materials, Contracts Service, Door 335 as soon as this notice is published against the payment of a non-refundable sum of 30,000 (thirty thousand) CFA francs for TF purchase fees payable at the Public.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the address-es indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees.

12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French.

- the administrative offer shall be produced in seven (7) copies, including the original and six (6) copies marked as such, must be received at Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and of Materials, Markets Department, Door 335, no later than ~~11 MAR 2025~~ at 1 p.m. and must be marked as follows:

 000001 RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
03 JAN 2025
No. /RNIT/MINFI/CIPM/2024 OF FOR RECRUITMENT OF AN INDEPENDENT
AUDITOR TO CONDUCT AN ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE PROJECT TO SUPPORT THE
DEVELOPMENT OF THE YAOUNDE NATIONAL MUSEUM (PADMUN) DURING THE 2023 TO 2025 AND CLOSING
YEARS

"To be opened only during the bid-opening session"

A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above mention; within deadlines.

13. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having

no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

In the case of a restricted invitation to tender (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of Bids

The opening of the folds is done in two stages,

The opening of administrative documents and technical offers will take place on **11 MAR 2025** at 2 p.m. in the meeting room of the Internal Procurement Commission at MINFI, located at MVOG ADA, Building opposite Collège MONTESQUIEU.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualitative technical minimum score of 80 shall be opened at _____ by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the obtention of the Notice of no objection from the French Development Agency (AFD) on the analysis report of administrative documents and technical offers.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

[The launching of the bid opening session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender Files.]

15. Evaluation criteria

[The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential].

15.1 Eliminatory criteria

These criteria fix the minimum conditions to be met to qualify for evaluation according to the essential criteria. They should not be the subject of scoring. Failure to comply with these criteria shall result in the bidder's offer being rejected.

These include:

- Absence of the bid bond at the opening of bids;
- Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- technical score less than 80 out of 100 marks;
- absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years
- failure to comply with the bids file format for online submissions;
- absence of categorisation certificate, where applicable;
- absence of a quantified unit price in the Financial Bid

- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)
- Absence of the Integrity charter dated and signed;
- Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
- Absence of the declaration of integrity, eligibility and environmental and social responsibility.

15.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those primordial or key used to judge the technical and financial capacities of candidates to execute the services or deliver the supplies subject of the invitation to tender. They shall be determined based on the nature and consistency of the services to be provided.

The procedures for validating a criterion based on the number of sub-criteria met should be formally specified.

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, for example, the following:

- Presentation of the offer : 3 points ;
- the bidder's references in the provision of similar service: 14 points;
- the proposed methodology in compliance with the ToR: 40 points;
- qualification and competence of experts: 40 points;
- Solvency and financial capacity : 3 points.

N.B :

- In the event of pre-qualification of national enterprises through categorisation, they are exempted from producing in their technical file the documents listed in Article 13.1.b1 of the technical envelope of the RPAO.
- Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical and financial criteria.

17. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for [indicate the period of 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

18. Further Information

Further information may be obtained during working hours from the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of the Debt Reduction and Development Contract (STADE-C2D), located in NLONGKAK opposite OMS on the Ground Floor of the OYILI Building, B P 33232 Yaoundé E-mail: minfi_clb_stadec2d@yahoo.com.

19. Fighting corruption and malpractices

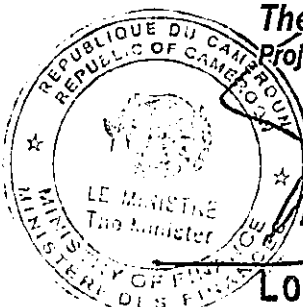
To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) 222 20 60 43.

Yaoundé, the 03 JAN 2025

Copies :

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Notice Board/File.

**The Minister of Finance,
Project Owner of C2D Steering**



Louis Paul MOTAZE

